



# RD Congo

## Special Report

Blessing Chipanda and Kouassi Yeboua

Last updated 16 May 2024

## Table of contents

Summary	3
RD Congo: Introduction et contexte historique	7
RD Congo: La trajectoire actuelle de developpement	10
RD Congo: Scénarios	
Scénario Démographie et Santé	
Scénario Agriculture	
Scénario Education	
Scénario Industrialisation	
Scénario ZLECAf	
Scénario Infrastructure	
Scénario Flux financiers	
Scénario Gouvernance	
Comparison de Scénarios	16
RD Congo: Conclusion	22
Endnotes	25
Donors and Sponsors	25
Reuse our work	25
Cite this research	25



Cette page offre une analyse exhaustive de la situation socio-économique de la République démocratique du Congo (RD Congo), abordant les multiples défis et opportunités qui jalonnent le pays jusqu'en 2043. Elle explore diverses voies de développement, mettant en lumière le potentiel de croissance économique conséquent tiré de ses abondantes ressources naturelles, tout en mettant en évidence les problèmes persistants de pauvreté, de gouvernance et d'infrastructure. Des scénarios variés évaluent les répercussions des améliorations dans des domaines clés tels que l'agriculture, l'éducation et l'industrie manufacturière sur les perspectives de développement du pays. L'objectif de cette analyse est de fournir aux décideurs des données cruciales pour orienter la RD Congo vers un avenir plus prospère.

## Summary

### Résumé

Nous commençons cette page par une présentation du [contexte](#) de la RD Congo en examinant la répartition et la structure actuelles de la population, le climat et la topographie.

- La République démocratique du Congo est le plus grand pays d'Afrique subsaharienne en termes de superficie, le deuxième en Afrique et le onzième au monde. Le pays possède la deuxième plus grande forêt tropicale humide au monde, couvrant plus de 992 000 km. Elle est bien connue pour ses ressources minérales abondantes et diversifiées, ses vastes voies navigables, son vaste potentiel hydroélectrique et ses terres arables, estimées à 80 millions d'hectares. Cependant, en 2021, la République démocratique du Congo ne se classait qu'au 49e rang en termes de PIB par habitant (903,6 dollars en PPA) en Afrique. Il est classé parmi les pays à faible revenu.

Cette section est suivie d'une analyse des perspectives probables de développement humain et économique de la RD Congo jusqu'en 2043 sur sa [trajectoire actuelle](#) (scénario de base). Elle suppose une continuation des politiques actuelles et les conditions environnementales. Nous fournissons également un aperçu du plan de développement national.

- La République démocratique du Congo a l'un des taux de croissance de la population les plus rapides en Afrique et dans le monde, avec une augmentation annuelle de la population de 3,3% en 2022. C'est le quatrième pays le plus peuplé d'Afrique et le 15e au monde.

- L'économie du pays a connu une croissance de 8,9% en 2022, tirée par l'augmentation de la production minière et les prix mondiaux élevés des exportations de matières premières. La République démocratique du Congo est fortement dépendante des exportations de matières premières, notamment du pétrole, du cuivre, du cobalt, de l'étain, du tungstène et du tantale.
- Le PIB par habitant de la République démocratique du Congo devrait atteindre 2605 dollars américains en 2043, ce qui équivaut à 84,2% de la moyenne projetée pour les pays africains à faible revenu pour la même année.
- En 2022, environ 73% de la population de la République démocratique du Congo (soit 71,8 millions de personnes) vivait dans une pauvreté extrême, avec moins de 2,15 dollars par jour. En conséquence, environ un quart des personnes vivant dans l'extrême pauvreté dans les pays à faible revenu en Afrique en 2022 vivaient en République démocratique du Congo.

La section suivante compare les progrès sur la voie actuelle (scénario de base) avec huit scénarios sectoriels. Les huit scénarios sectoriels sont : Démographie et santé; Agriculture; Education; l'Industrie Manufacturière/Industrialisation; la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf); Infrastructures; Les flux financiers extérieurs et la Gouvernance. Chaque scénario sectoriel modélise une aspiration ambitieuse mais raisonnable dans ce secteur.

- Le secteur de la santé de la République démocratique du Congo a été fortement touché par le conflit prolongé que connaît le pays. Dans le [scénario Démographie et Santé](#), la RD Congo entre dans une fenêtre d'opportunité démographique à partir de 2047, soit neuf ans plus tôt que la moyenne des pays à faible revenu d'Afrique.
- La RD Congo possède plus de terres agricoles que tout autre pays africain, estimées à 80 millions d'hectares de terres arables disponibles. Cependant, seulement 10% de cette superficie est actuellement cultivée, ce qui fait que le pays possède le plus grand potentiel agricole inexploité. Dans le [scénario Agriculture](#), la production agricole en République démocratique du Congo augmentera de 36,2 millions de tonnes par rapport aux prévisions de la trajectoire actuelle (scénario de base) de 119,2 millions de tonnes en 2043.
- L'instabilité politique et les conflits des années 1990 ont gravement affecté les résultats scolaires en République démocratique du Congo. Dans le [scénario Éducation](#), la durée moyenne d'études augmentera à 9,1 ans, soit une augmentation d'environ 0,7 an par rapport aux prévisions de la trajectoire actuelle en 2043.
- Le [scénario Industrialisation/Industrie manufacturière](#) réduira la proportion des Congolais vivant en dessous du seuil de pauvreté de 2,15 \$US de 48,1 millions de personnes (selon les prévisions de la trajectoire actuelle) en 2043 à 35,7 millions de personnes. Il s'agit d'une réduction de 25,7% par rapport aux prévisions de la trajectoire actuelle.
- Dans le [scénario de la Zone de libre-échange continentale africaine \(ZLECA\)](#), la balance commerciale de la RDC deviendra positive (excédentaire) à court et moyen terme entre 2029 et 2035, avec un excédent commercial de 1 milliard de dollars américains, soit 0,8% du PIB en 2043 tandis que sur la base de la trajectoire actuelle, le déficit commercial devrait atteindre 2,4% du PIB en 2035. L'excédent commercial proviendra du secteur extractif. En 2043, le pays aura un déficit commercial de 2,2 milliards de dollars (scénario), contre 13,3 milliards de dollars selon les prévisions de la trajectoire actuelle.
- La RD Congo a un taux d'abonnement à internet mobile haut débit faible par rapport à la moyenne de ses pairs. En 2022, le pays comptait environ 26,2 abonnements pour 100 habitants, bien en dessous de la moyenne de 32,6 abonnements pour 100 habitants pour les pays africains à faible revenu. Dans le [scénario Infrastructures](#), les abonnements à internet mobile haut débit dans le pays augmenteront pour atteindre 125,7 abonnements

pour 100 habitants en 2043, une hausse de 0.7% par rapport aux prévisions sur la base de la trajectoire actuelle.

- Les conflits des années 1990 ont effectivement éloigné les investisseurs étrangers de la RD Congo. Dans le [scénario des flux financiers](#), les flux d'IDE en 2043 représenteront environ 6.8% du PIB, contre 5,7% selon la projection sur la base de la trajectoire actuelle.
- En 2022, l'indice d'efficacité de la gouvernance de la RD Congo était inférieur de 28,5% à la moyenne des pays africains à faible revenu. Dans le [scénario de gouvernance](#), l'écart se réduira à 8,2% par rapport à la moyenne estimée de ses pairs africains à faible revenu en 2043.

La troisième section [compare](#) l'impact de chacun des huit scénarios sectoriels entre eux et avec un scénario combiné Agenda 2063 (l'effet total des huit scénarios). Les progrès sont mesurés sur diverses dimensions telles que la taille de l'économie (PIB au taux de change du marché), le PIB par habitant (en parité de pouvoir d'achat, PPA), l'extrême pauvreté, les émissions de carbone, les changements dans la structure de l'économie et d'autres dimensions sectorielles telles que les progrès en termes d'années moyennes d'éducation, l'espérance de vie, le coefficient de Gini (l'inégalité des revenus) ou la réduction des taux de mortalité.

- En 2022, le PIB par habitant de la République démocratique du Congo (en parité de pouvoir d'achat, PPA) était de 1 133 dollars américains, inférieur de 39% à la moyenne des pays africains à faible revenu. Parmi les interventions sectorielles, le scénario Industrie manufacturière aura l'impact positif le plus significatif sur le PIB par habitant, suivi des scénarios Gouvernance et ZLECA. Cependant, à court et moyen terme (2026-2035), le scénario Agriculture aura le plus grand impact sur le PIB par habitant.
- Le scénario combiné Agenda 2063 qui combine tous les scénarios sectoriels augmentera le PIB par habitant du pays de 61.2% (1 593 \$US) par rapport à la prévision sur la base de la trajectoire actuelle (scénario de base) de 2 605 \$US en 2043.
- L'extrême pauvreté en RD Congo est très élevée, avec une réactivité limitée à la croissance économique. En 2022, 71,8 millions de Congolais (72,3% de la population) vivaient en dessous du seuil de pauvreté de 2,15 \$US. A court terme, le scénario Agriculture a le plus grand impact sur la réduction de la pauvreté. Dans le scénario combiné Agenda 2063, le taux de pauvreté en République démocratique du Congo diminue à 6,6%, soit 11,2 millions de personnes comparé à 26.1% (48.1 million de personnes) sur la trajectoire actuelle en 2043.
- Le PIB de la République démocratique du Congo augmentera considérablement, passant de 49,4 milliards de dollars américains en 2022 à 259,8 milliards de dollars américains en 2043 dans le scénario de base (trajectoire actuelle) tandis que le PIB atteindrait 449 milliards de dollars américains dans le scénario combiné Agenda 2063 en 2043.
- Dans le scénario combiné Agenda 2063, les secteurs des services, le secteur extractif et le secteur manufacturier domineront l'économie de la RD Congo en 2043. Le secteur des services contribuera à hauteur de 32,7% au PIB, tandis que le secteur minier et l'industrie manufacturière contribueront respectivement à hauteur de 30% et 25,3%.
- En 2022, la taille du secteur informel de la RD Congo représentait environ 41,8% du PIB. L'ampleur du secteur informel constitue une contrainte importante à la croissance économique. D'ici 2043, la taille du secteur informel du pays passerait à 33% du PIB selon les prévisions sur la base de la trajectoire actuelle et à 23,5% selon le scénario combiné Agenda 2063.

- L'espérance de vie à la naissance du Congolais moyen en 2022 était de 62,5 ans, les femmes ayant une espérance de vie de 2,4 ans plus élevée que les hommes. Sur la base de la trajectoire actuelle, l'espérance de vie moyenne en RD Congo augmentera à 68,1 ans en 2043, l'espérance de vie des femmes étant de 3 ans supérieure à celle des hommes. L'espérance de vie en RD Congo augmentera à 69,7 ans dans le scénario combiné Agenda 2063 en 2043.

Nous terminons cette page par une **conclusion** récapitulative ainsi que des recommandations clés pour la prise de décision.



Malgré ces ressources naturelles abondantes, le pays reste l'un des plus pauvres et des moins développés d'Afrique et du monde. La plupart des habitants de la RD Congo n'ont pas bénéficié de cette richesse.

Depuis son indépendance en 1960, la RD Congo a connu des bouleversements sociaux et politiques : conflits, instabilité politique, régime autoritaire et mauvaise gouvernance ont entravé les progrès du développement et conduit à la crise humanitaire actuelle dans l'est du pays.

L'armée s'est mutinée une semaine après l'indépendance et les provinces du Kasai et du Katanga, respectivement riches en diamant et en cuivre, ont tenté de faire sécession dans les semaines suivantes[1]. Finalement, les forces des Nations unies et du gouvernement congolais ont réussi à reconquérir le Kasai (en décembre 1961) et le Katanga (en janvier 1963).

La première République, entre 1960 et 1965, a été marquée par des conflits armés qui ont coûté la vie à près de deux millions de Congolais et se sont terminés par un coup d'État militaire dirigé par le colonel Joseph Désiré Mobutu le 24 novembre 1965. Mobutu s'est déclaré président pour cinq ans et a été élu comme tel mais sans opposition en 1970[2].

Parmi de nombreuses mesures, Mobutu a annulé l'imposition d'un État fédéral tel que prévu par la Constitution de Luluabourg de 1964 en réduisant le nombre de provinces de 21 à neuf avec une autonomie limitée. Malgré les efforts visant à une plus grande autonomie régionale, notamment les réformes de décentralisation administrative de 1982, celles-ci n'ont jamais été mises en œuvre. Mobutu a finalement été contraint de quitter le pouvoir en 1997 après avoir mal géré son pays pendant plus de trois décennies[3].

Les efforts de réforme économique déployés sur la base des prix élevés du cuivre ont connu une brève période d'expansion économique entre 1967 et 1973, qui s'est brutalement terminée avec les deux crises pétrolières (1973 et 1979) et la chute du prix du cuivre (1975). L'impact de la crise pétrolière de 1973 a été aggravé par l'introduction de la politique de zaïrianisation de Mobutu en 1973 (une forme d'indigénisation de l'économie) qui a été suivie par la politique de radicalisation qui a vu un accroissement du rôle de l'État dans l'économie.

Ces politiques, associées à une mauvaise gestion des finances publiques et à une corruption flagrante, ont entraîné, entre autres, une hyperinflation, une dette croissante, une fuite des capitaux, une pauvreté accrue et une faible production agricole[4]. En 1975, le pays ne pouvait plus assurer le service de sa dette et a demandé l'aide du FMI pour le sortir de sa crise économique.

De 1983 à 1989, la RD Congo s'est associée au FMI et à la Banque mondiale dans un programme d'ajustement structurel qui a contribué à la reprise économique. Cependant, avec le retour d'un environnement extérieur plus favorable, le gouvernement a cessé ses efforts de réforme des politiques et de la gouvernance pour connaître à nouveau une détérioration marquée de ses performances financières[5].

La fin de la guerre froide en 1989 a effectivement privé la RDC de son importance stratégique et a coïncidé avec une transition politique interminable, une hyperinflation, une dépréciation de la monnaie et l'utilisation croissante du dollar américain dans l'économie. La faiblesse de l'État et l'impact du génocide rwandais de 1994, qui a vu quelque 1,2 million de Hutus rwandais fuir vers l'est du pays, ont préparé le terrain pour le début de la guerre de 1996-1997.

En 1996, la RD Congo était confrontée à une crise alors que le soutien international apporté à Mobutu avait presque complètement disparu. Les efforts successifs du FMI et de la Banque mondiale pour la soutenir avaient également échoué.

En mai 1997, Mobutu a été chassé du pouvoir par l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL), une coalition de groupes rebelles soutenue par le Rwanda et l'Ouganda. Laurent-Désiré Kabila s'est proclamé président et a changé le nom du pays de Zaïre à République démocratique du Congo. Héritant d'un pays dysfonctionnel, il a tenté de



mener des réformes économiques et financières limitées, notamment une réforme monétaire qui instituait une nouvelle monnaie, le franc congolais. Il a également réduit les entités décentralisées à quatre provinces.

Cependant, ses mécontentes avec ses anciens partisans ont conduit à une seconde guerre – souvent appelée la Grande Guerre africaine ou la Guerre mondiale africaine – en août 1998, qui a impliqué plusieurs États voisins. Le conflit a finalement pris fin avec la signature de l'Accord de cessez-le-feu de Lusaka en juillet 1999 entre la RDC, l'Angola, la Namibie, le Rwanda, l'Ouganda et le Zimbabwe et de la création de la Mission de l'Organisation des Nations unies en République démocratique du Congo (MONUC).

Le mandat initial de la MONUC était d'observer le cessez-le-feu et le désengagement des forces armées étatiques et non étatiques, mais son mandat a été considérablement élargi au fil du temps. Selon certaines études, la guerre a coûté la vie à des millions de personnes, dont de nombreux enfants de moins de cinq ans[6].

En 2001, le Président Laurent-Désiré Kabila a été assassiné et son fils, Joseph Kabila Kabange, lui a succédé. Le résultat a été un réengagement avec la communauté internationale, permettant à la MONUC de se déployer dans tout le pays. En 2002, les pourparlers entre les acteurs congolais ont abouti à la signature d'un accord de paix, à savoir l'Accord Global et Inclusif. Cet accord a ouvert la voie à la Constitution de 2003, trois années de transition, et la tenue des premières élections libres et équitables dans le pays en 2006, que Joseph Kabila a remportées.

L'Accord et la Constitution de la transition ont chargé le Sénat de rédiger la nouvelle Constitution qui a bénéficié des travaux d'une assemblée constituante, de consultations provinciales et de l'apport d'experts juridiques étrangers et congolais. La Constitution qui a suivi (et qui est toujours en vigueur) a été adoptée en décembre 2005 par référendum populaire et promulguée par le Président Kabila en février 2006 sur fond de crise politique et sécuritaire persistante. La loi organique de 2008 sur l'organisation territoriale et administrative de l'État a défini la structure des provinces, des entités territoriales décentralisées et des entités territoriales déconcentrées. Cependant, ces intentions n'ont guère été suivies d'effet. Le gouvernement central n'a pas respecté l'échéance de 2010 pour la création des 26 provinces prévues dans la Constitution, n'achevant cette tâche que cinq ans plus tard en 2015[7].

En 2010, la MONUC est devenue la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), agissant désormais en soutien d'un gouvernement élu. Joseph Kabila a été réélu lors de l'élection présidentielle de 2011, bien que l'événement ait été entaché d'accusations de corruption et de fraude.

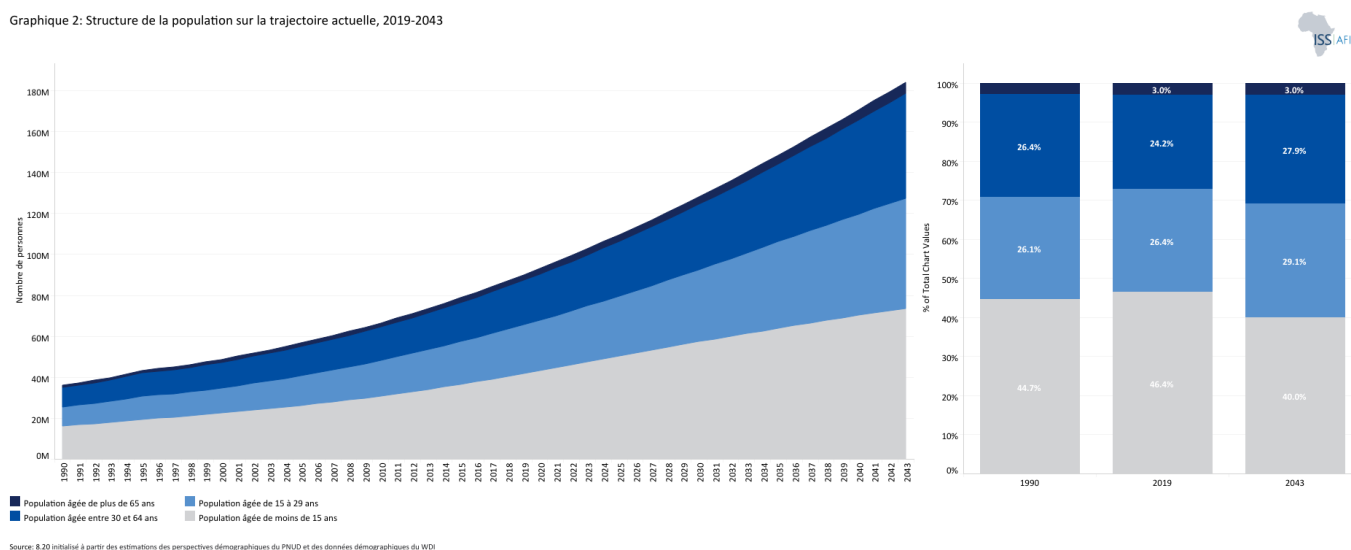
L'ambiguïté qui a suivi quant à l'intention de M. Kabila de se présenter ou non pour un troisième mandat – ce qu'interdisait la Constitution – associée à un retard de deux ans dans la tenue des élections, a déclenché des protestations soutenues et généralisées et a créé une instabilité importante. À la suite de la pression des acteurs continentaux, régionaux et internationaux, Kabila a annoncé, à la mi-2018, qu'il ne se représenterait pas, et, des élections nationales et provinciales ont finalement eu lieu en décembre 2018. Les résultats des élections ont été fortement contestés par l'opposition et la société civile.

Selon les observateurs électoraux nationaux, le leader de l'opposition Martin Fayulu a remporté la course à la présidence. L'arrivée au pouvoir du Président Félix Tshisekedi est largement perçue comme le résultat d'un accord politique conclu par le président sortant Kabila, dont le parti a perdu mais qui conserve une emprise importante sur le pouvoir grâce à une majorité substantielle au Parlement. L'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) de Tshisekedi, le Front commun pour le Congo (FCC) de Kabila et l'Union pour la nation congolaise (UNC) de Vital Kamerhe, le colistier de Tshisekedi, ont initialement gouverné le pays par le biais d'une coalition gouvernementale chancelante qui s'est effondré après quelques mois lorsque le **Président Tshisekedi** a déclaré que l'accord de partage du pouvoir bloquait son programme de réformes et a ensuite formé un nouveau gouvernement connu sous le nom d' 'Union sacrée de la nation'.

Le président Tshisekedi a gagné un second mandat lors des élections présidentielles de décembre 2023, et la population attend avec impatience la formation de son nouveau gouvernement. Son premier mandat a été marqué par trois éléments cruciaux : les doutes sur la légitimité de sa victoire électorale en 2019, les conflits dans l'est de la RD Congo et les défis économiques du pays. Malgré ces obstacles, son premier mandat a connu des succès, notamment l'adhésion de la RD Congo à la Communauté de l'Afrique de l'Est, des améliorations dans l'accès à l'éducation, en particulier pour les filles, ainsi qu'une modeste reprise de la croissance économique post-pandémie de Covid-19. Cependant, il reste encore beaucoup à accomplir pour le président Tshisekedi au cours de son deuxième mandat afin d'améliorer la qualité de vie de la population congolaise.

## RD Congo: La trajectoire actuelle de développement

Graphique 2: Structure de la population sur la trajectoire actuelle, 2019-2043



Le graphique 2 présente la structure de la population jusqu'en 2043 sur la trajectoire actuelle de développement.

La République démocratique du Congo est l'un des pays les plus diversifiés linguistiquement au monde, avec environ 215 groupes ethniques et linguistiques distincts. Le français, introduit par les colons belges, est la langue officielle de la RD Congo. Cependant, la plupart des Congolais parlent couramment d'autres langues telles que le swahili, le lingala, le kikongo et le tshiluba. La majorité de la population de la RD Congo est chrétienne, avec près de 70 % de la population appartenant à diverses confessions, suivies par les religions africaines, l'islam et d'autres croyances.

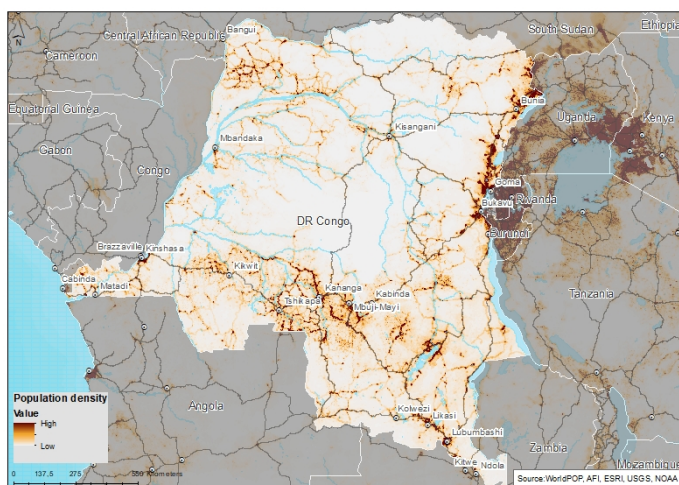
Avec une population estimée à environ 99 millions d'habitants en 2022, la RD Congo est le quatrième pays le plus peuplé d'Afrique après, le Nigeria, l'Éthiopie, et l'Égypte. Le pays a l'une des croissances démographiques les plus rapides d'Afrique et du monde, avec une augmentation annuelle de la population de 3,3 % en 2022. Ce taux est supérieur au taux de croissance démographique moyen des pays Africains à faible revenu (2,9 %).

La croissance démographique rapide du pays a un impact significatif sur le bien-être de sa population, exacerbant son taux élevé de malnutrition et la médiocrité des services d'éducation et de santé. Avec une population croissante et un nombre très élevé de personnes à charge (personnes de moins de 15 ans et de plus de 65 ans) par rapport aux personnes en âge de travailler (15-64 ans), les conditions sociales telles que la pauvreté et la faim vont s'aggraver sous l'effet d'une démographie rapide. La croissance frappe d'abord les plus pauvres et le PIB par habitant diminue. L'offre négligeable de soins médicaux par l'État – ainsi que la pauvreté, la violence et les maladies endémiques – a conduit à une faible espérance

de vie, à 62,5 ans en 2022. Ce chiffre est inférieur à la moyenne pour les pays africains à faible revenu (63,8 ans). La République démocratique du Congo compte également une très forte population de jeunes, avec environ 49 % de sa population adulte âgée de 15 à 29 ans en 2022. D'ici 2043, cette proportion n'aura diminué qu'à environ 45 %.

Sur la trajectoire actuelle (scénario de base), la population de la RD Congo augmentera de 73.6 % au cours des 20 prochaines années pour atteindre 164 millions en 2043. La population active (âgée de 15 à 64 ans) représentera environ 57 % de la population en 2043. Cela peut constituer une source potentielle de croissance à condition que la main-d'œuvre soit bien formée et que suffisamment d'emplois soient créés. La population de 15 ans et moins devrait diminuer, constituant environ 40 % de la population en 2043, tandis que la part des personnes âgées (65 ans et plus) devrait être de 3 %.

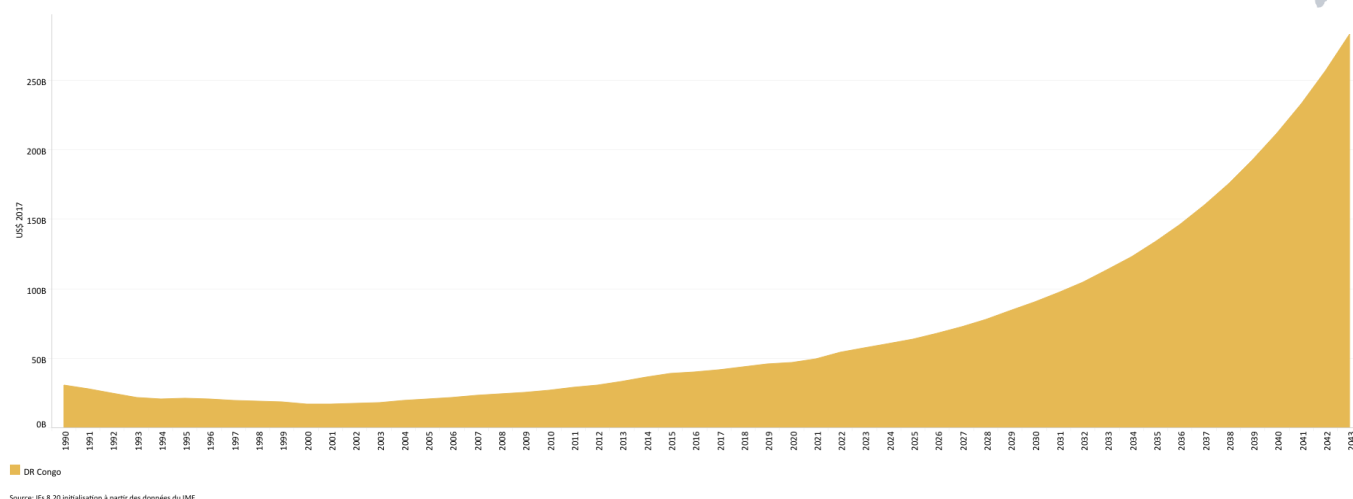
### Graphique 3: Carte de répartition de la population, 2022



Le graphique 3 présente une carte de densité de population.

La densité de population de la RD Congo était de 0,44 personne par hectare en 2022, ce qui est comparable aux moyennes des pays africains à faible revenu (0,44 personne par hectare) et du continent (0,48 personne par hectare). Sur la trajectoire actuelle, la densité de population du pays devrait rester inférieure à un habitant par hectare d'ici 2043, ce qui est comparable aux moyennes projetées pour les pays africains à faible revenu et le continent pour la même année.

La population du pays est concentrée sur les plateaux, dans la savane à proximité des rivières et des lacs. Le nord et le centre du pays, domaine de la jungle, sont quasiment vides. L'exode rural, induit par des facteurs tels que la nécessité d'éviter les conflits et les risques qui en découlent ainsi que l'insuffisance des services ruraux, a gonflé la population des villes. Les plus grandes villes sont Kinshasa, Lubumbashi, Mbuji-Mayi, Kananga, Kisangani et Bukavu.



Le graphique 4 présente la taille de l'économie de la République démocratique du Congo depuis 1990 et comprend des prévisions jusqu'en 2043, y compris le taux de croissance associé.

L'économie congolaise a été particulièrement touchée par la série de conflits violents des années 1990. Par exemple, entre 1990 et 2003, la taille de l'économie a diminué d'environ 40 %. Le secteur minier, qui constituait le pilier de l'économie, s'est effondré.

Après la signature d'un accord de paix global en 2002, le gouvernement de transition dirigé par Joseph Kabila a renoué le dialogue avec les institutions financières internationales, ce qui a permis de reprendre le soutien de la Banque mondiale et du FMI, qui avait été suspendu au début des années 1990. Plusieurs réformes et politiques mises en œuvre sous les auspices des institutions de Bretton Woods, associées au rebond de l'activité économique d'après-guerre, ont permis de contrôler l'hyperinflation et de relancer la croissance économique. En 2002, après une récession qui a duré une décennie, le pays a renoué avec la croissance.

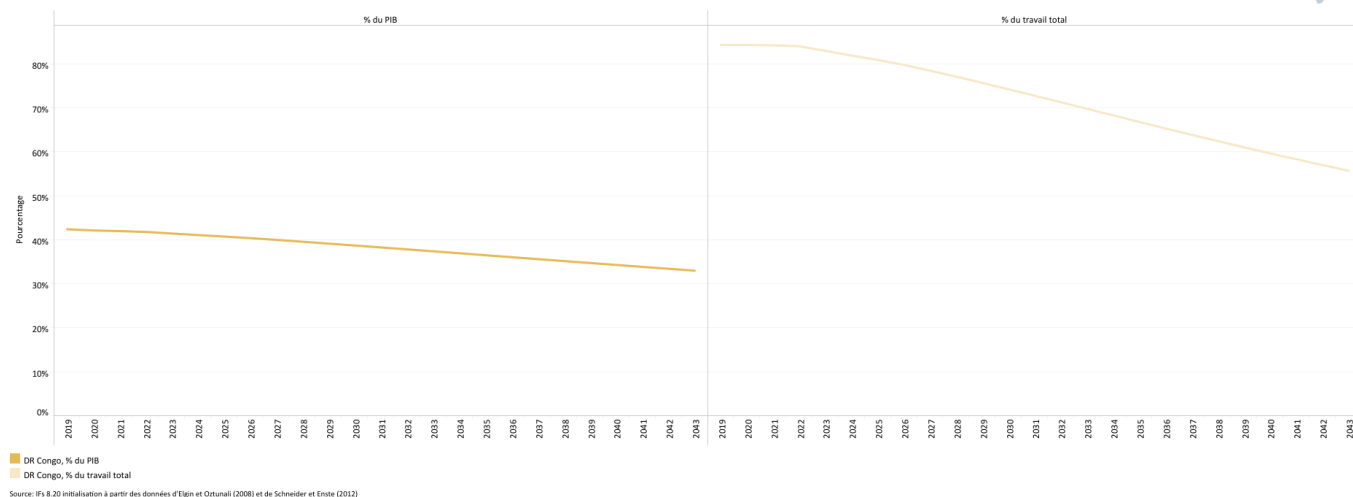
Soutenue par la hausse des prix des matières premières, la RD Congo a enregistré un taux de croissance moyen de 7,9 % entre 2010 et 2015, contre une moyenne de 4,3 % pour l'Afrique subsaharienne sur la même période. Cependant, les fluctuations cycliques ultérieures des prix des matières premières ont ralenti la dynamique de croissance moyenne à 3,3 % de 2016 à 2019 et ont révélé la forte exposition du pays aux chocs des prix des matières premières. Au cours de l'année de la pandémie de COVID-19 (2020), le pays a enregistré un taux de croissance de 1,7 %, soit une baisse de 2,8 points de pourcentage par rapport à 2019.

En 2022, l'économie de la RDC a connu une croissance de 8,9 %, principalement grâce à l'augmentation de la production minière et aux prix mondiaux élevés des exportations de matières premières. Le pays est fortement dépendant du commerce des matières premières, notamment du pétrole, du cuivre, du cobalt, de l'étain, du tungstène et du tantale. La même année, la taille de l'économie était de 49,4 milliards de dollars américains, contre 42,7 milliards de dollars américains en 2020. Le secteur des hydrocarbures a dominé l'économie. Au cours des 15 dernières années, la part du secteur des hydrocarbures dans le PIB a fluctué autour d'une moyenne de 42 %, celle du secteur des services d'environ 33 %, tandis que l'agriculture, la sylviculture et la pêche représentent 6 % du PIB.

D'ici 2043, la taille de l'économie de la République démocratique du Congo devrait atteindre 259,8 milliards de dollars américains. Le modèle de croissance actuel du pays, axé sur l'industrie extractive, est fragile et peu prometteur en termes d'amélioration des moyens de subsistance. Sans une transformation structurelle significative de l'économie, la croissance économique restera à la merci des chocs des prix des matières premières. Le sous-investissement dans l'éducation, les

soins de santé et les infrastructures physiques, ainsi que la faiblesse des institutions de gouvernance, ont souligné les limites de la croissance tirée par l'industrie extractive et l'importance de la diversification économique en RD Congo. Avec la baisse attendue de la demande de l'énergie fossiles suite à la transition mondiale vers une économie verte, le modèle de croissance du pays pourrait être fortement impacté.

Graphique 5: Taille de l'économie informelle en pourcentage du PIB et en pourcentage de la main-d'œuvre totale, 2019-2043

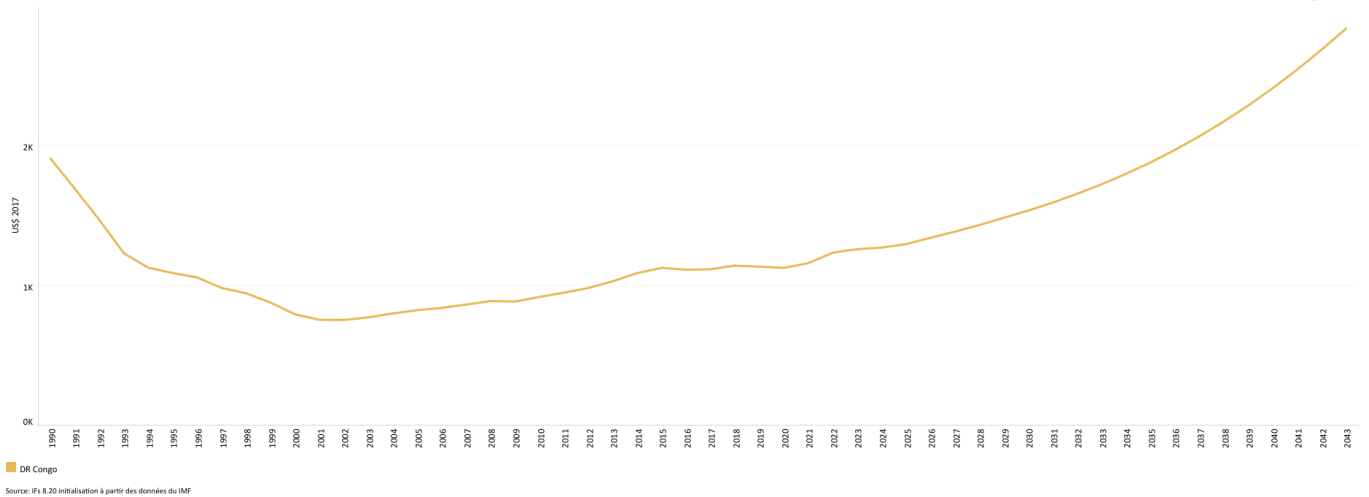


Le graphique 5 présente la taille de l'économie informelle en pourcentage du PIB et en termes absolus, ainsi que le pourcentage de la main-d'œuvre totale impliquée dans l'économie informelle.

Le secteur informel est une bouée de sauvetage cruciale pour de nombreuses personnes en RD Congo. Selon le ministère du Travail du pays, l'emploi est dominé par le secteur informel, qui représente environ 88,6 % de l'emploi total—59,7 % dans le secteur agricole et 28,9 % dans les activités non agricoles.

En 2022, la taille de l'économie informelle représentait environ 41,8 % du PIB du pays, et d'ici 2043, elle devrait diminuer considérablement pour atteindre 33 %, ce qui est supérieur aux moyennes de 26,6 % et 24,6 % pour les pays africains à faible revenu et l'Afrique, respectivement. Bien que l'économie informelle fournisse un filet de sécurité à la population nombreuse et croissante en âge de travailler du pays, elle entrave la croissance économique et entrave l'amélioration des politiques économiques. La réduction de l'informalité permettra à davantage de personnes de bénéficier de meilleurs salaires et de mesures redistributives. Par conséquent, la RD Congo doit réduire la taille de son économie informelle avec le moins de frictions possible en réduisant les obstacles à l'enregistrement d'une entreprise, en luttant contre la corruption et en améliorant l'accès au financement.

Graphique 6: PIB par habitant selon les prévisions de la trajectoire actuelle, 1990-2043

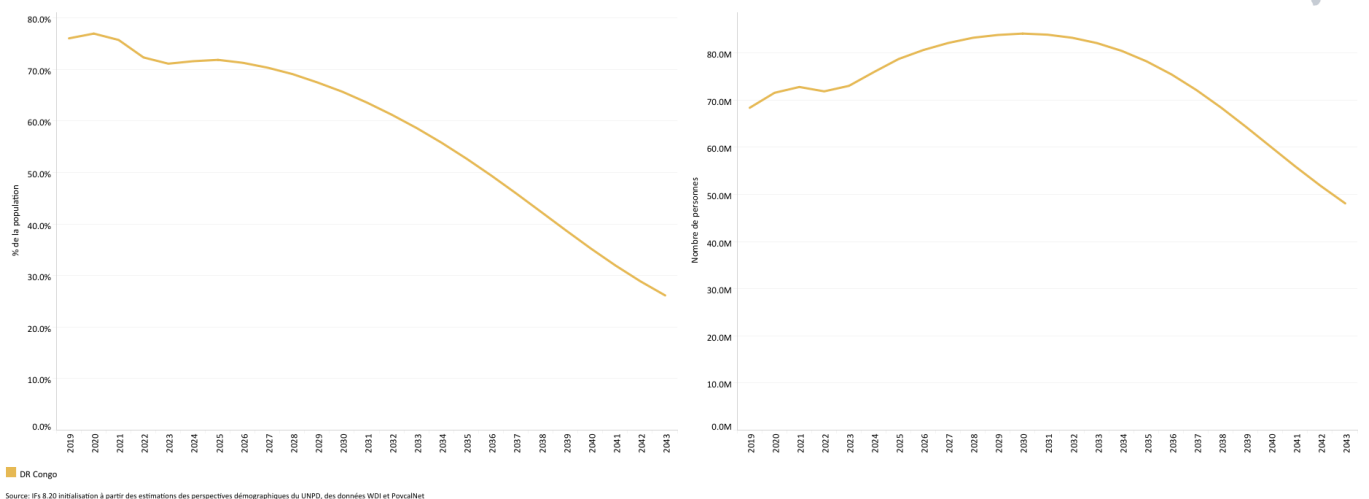


Le graphique 6 présente le PIB moyen par habitant de 1990 et les prévisions sur la trajectoire actuelle jusqu'en 2043.

La RD Congo a l'un des plus faibles PIB par habitant au monde. La série de conflits violents des années 1990 a eu des répercussions sur la croissance économique et les revenus. Par exemple, entre 1990 et 2003, le PIB par habitant est tombé à près de 29 % de son niveau lors de l'indépendance en 1960. En 2022, le PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat (PPA) de la République démocratique du Congo s'élevait à 1 133 dollars américains, soit environ 42% de son niveau de 1960.

Sur la base de la trajectoire actuelle, le PIB par habitant (PPA) du pays devrait atteindre 2605 dollars en 2043, soit 84 % de la moyenne projetée pour les pays africains à faible revenu pour la même année.

Graphique 7: Extrême pauvreté sur la trajectoire actuelle en pourcentage de la population et en nombre de personnes, 2019-2043



Le graphique 7 présente le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté, également exprimé en pourcentage de la population.

En 2015, la Banque mondiale a adopté un montant de 1,90 \$ US par personne et par jour en dollars constants de 2011 comme seuil de pauvreté pour les pays à faibles revenus. Ce seuil est également utilisé pour mesurer les progrès vers la réalisation de l'objectif de développement durable (ODD) 1 visant à éradiquer l'extrême pauvreté. En 2022, la Banque

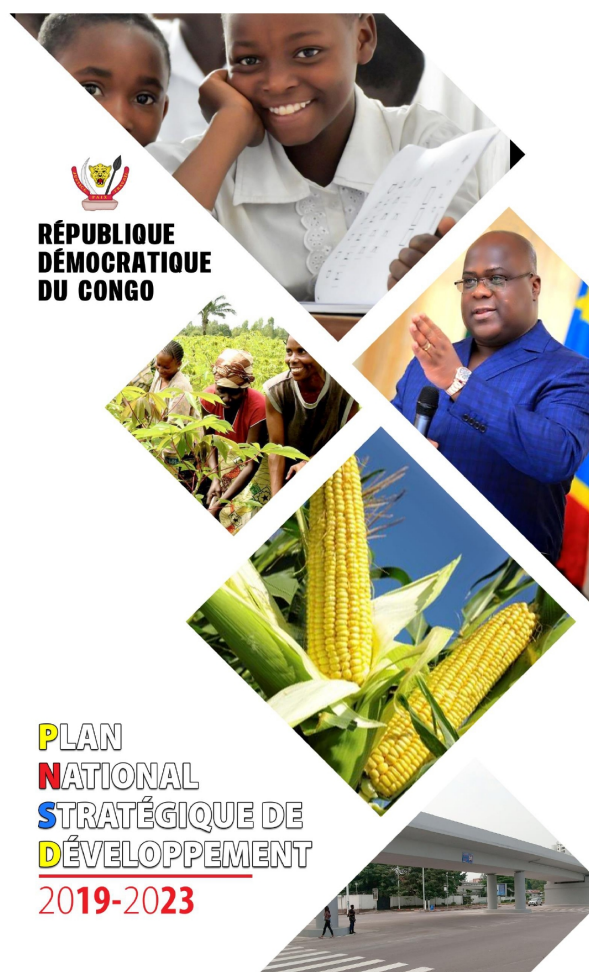
mondiale a actualisé le montant de 1,90 USD à 2,15 USD en dollars constants de 2017 pour les pays à faible revenu.

La République démocratique du Congo est l'un des cinq pays au monde comptant le plus grand nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté, avec moins de 2,15 dollar américain par jour. En 2022, environ 72,3% de la population de la RDC, soit 71,8 millions de personnes, vivaient dans une extrême pauvreté. La République démocratique du Congo compte le deuxième plus grand nombre de personnes extrêmement pauvres en Afrique après le Nigeria. Sur la trajectoire de développement actuelle, la RD Congo ne sera pas en mesure d'atteindre l'objectif global des Objectifs de développement durable (ODD) à l'horizon 2030 concernant l'éradication de l'extrême pauvreté.

Sur la trajectoire actuelle de développement, la RD Congo abritera le plus grand nombre de personnes extrêmement pauvres parmi les pays Africains à faible revenu et restera le deuxième en Afrique en 2043, avec 48,1 millions de personnes (environ 26,1% de la population) vivant sous le seuil de pauvreté de 2,15 \$ US par jour.

Des facteurs tels que les conflits armés, la mauvaise gouvernance, les taux de fécondité élevés, le manque d'infrastructures et le faible taux de scolarité sont quelques-unes des causes profondes de la pauvreté de millions de Congolais. Les décideurs politiques de la RD Congo devraient rendre la croissance plus inclusive en intégrant les segments les plus vulnérables de la population, en particulier les femmes, dans l'économie et en renforçant la formation de capital humain pour répondre aux besoins du marché du travail et ainsi créer des emplois plus rémunérateurs et accélérer la réduction de la pauvreté.

Graphique 8: Plan National Stratégique de Développement



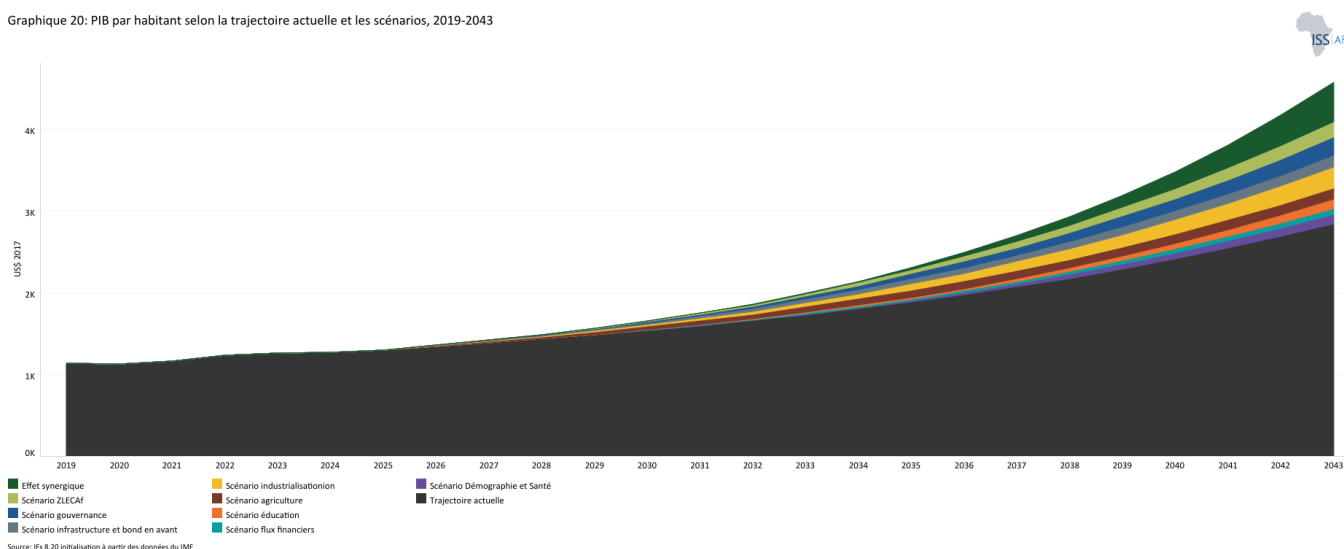
La vision de développement à long terme de la RDC est de construire une économie diversifiée avec une croissance inclusive pour devenir une économie à revenu intermédiaire et vaincre la pauvreté. L'objectif général du [Plan national de développement \(2019-2023\)](#) était de combattre la pauvreté.

Le plan comprend cinq piliers :

1. Développement du capital humain, développement social et culturel
2. Renforcement de la bonne gouvernance, restauration de l'autorité de l'État et consolidation de la paix.
3. Consolidation de la croissance économique, diversification et transformation de l'économie.
4. Aménagement du territoire, reconstruction et modernisation des infrastructures.
5. Protection de l'environnement, lutte contre le changement climatique, développement durable et équilibré.

## Comparison de Scénarios

Graphique 20: PIB par habitant selon la trajectoire actuelle et les scénarios, 2019-2043



Le graphique 20 présente un graphique à aires empilées sur la contribution de chaque scénario au PIB par habitant. L'impact cumulé d'une meilleure éducation, d'une meilleure santé, d'une meilleure infrastructure, etc. signifie un avantage supplémentaire dans la plateforme de prévision intégrée IFs que nous appelons l'effet synergique.

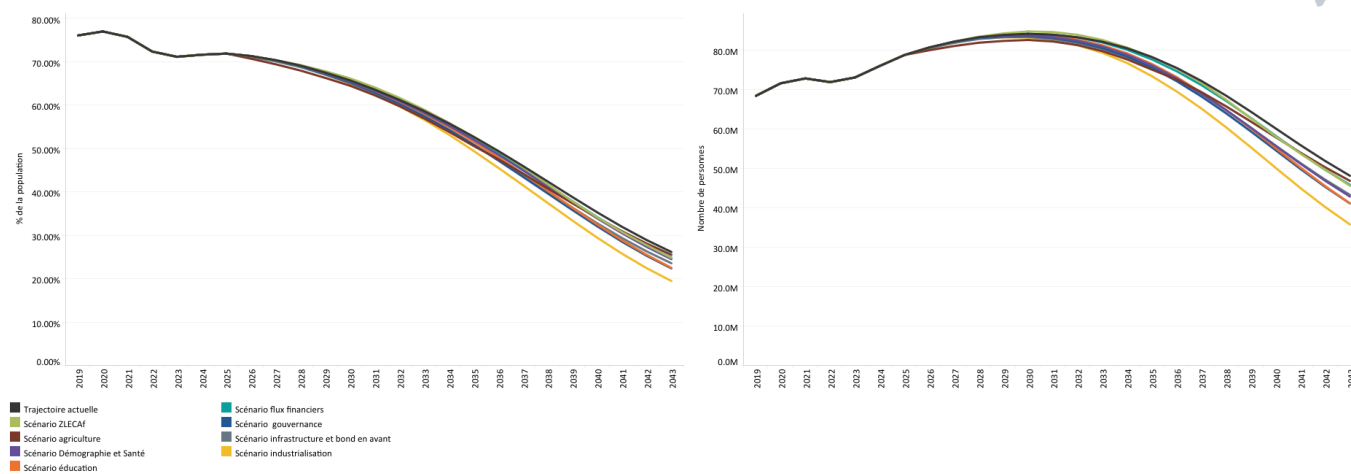
L'effet synergique de tous les scénarios sur le PIB par habitant est de 1 593 \$US. Parmi les interventions sectorielles, le scénario Industrialisation/ Industrie manufacturière aura le plus grand impact, augmentant le PIB par habitant de 283 \$US par rapport aux prévisions de la trajectoire actuelle en 2043. Les deuxième et troisième impacts les plus importants sur le PIB par habitant proviendront respectivement des scénarios de gouvernance et de ZLECAF. Chacun de ces deux scénarios augmentera le PIB par habitant de 207 et 176 dollars, respectivement. Compte tenu de la baisse continue des flux d'aide, le scénario des flux financiers aura le moins d'impact, augmentant le PIB par habitant de la RD Congo de 60 \$US par rapport à la trajectoire actuelle prévue en 2043.

À court et moyen terme, le scénario Agriculture aura le plus grand impact positif sur le PIB par habitant, le portant à 1 809 dollars américains en 2035, soit une augmentation de 83 dollars américains par rapport à la prévision sur la trajectoire actuelle. Les deuxième et troisième impacts les plus importants sur le PIB par habitant en 2035 proviendront respectivement des scénarios industrialisation/ Industrie manufacturière et Infrastructure. Dans ces deux scénarios, le PIB



par habitant augmentera de 70 \$US, et 57 \$US (respectivement), par rapport à la prévision dans le scénario de base (trajectoire actuelle) en 2035.

Graphique 21: Pauvreté dans sa trajectoire actuelle et scénarios, 2019-2043



Source: IFI 8.20 initialisation à partir des estimations des perspectives démographiques du UNPD, des données WDI et PovcalNet

Le graphique 21 présente l'impact de chaque scénario sur l'extrême pauvreté d'ici 2043. L'utilisateur peut sélectionner le nombre de personnes extrêmement pauvres ou le pourcentage de la population.

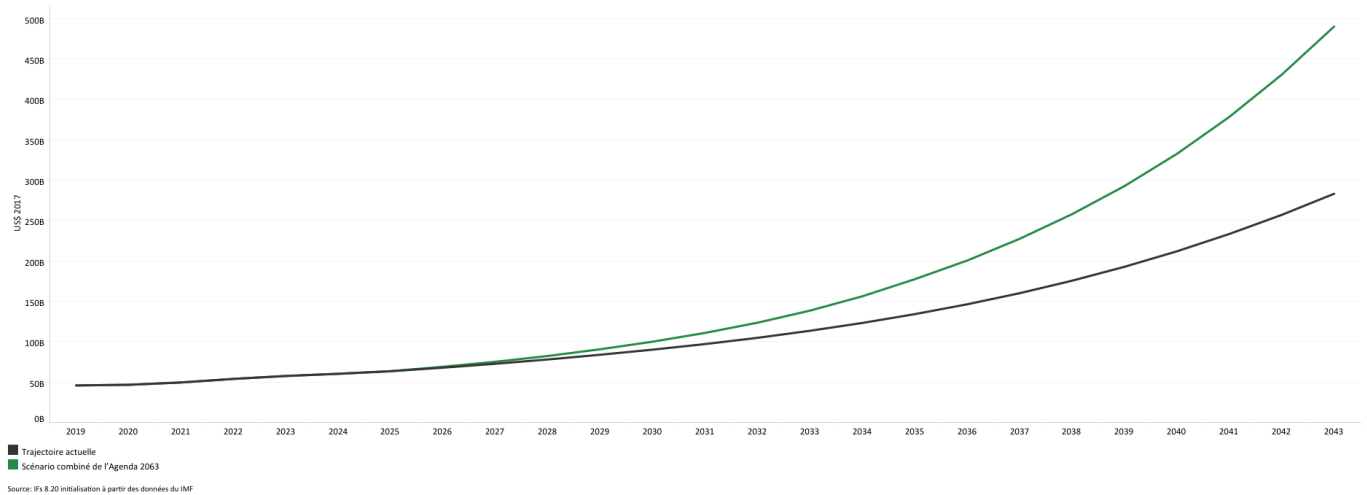
La République démocratique du Congo n'est pas en bonne voie pour atteindre l'objectif des ODD visant à éliminer l'extrême pauvreté d'ici 2030. Sur la base de la trajectoire actuelle (scénario de base), d'ici 2030, 65,7 % de la population congolaise (environ 84,1 millions d'habitants) vivra dans l'extrême pauvreté. Le scénario combiné l'Agenda 2063 qui combine tous les scénarios sectoriels réduira l'extrême pauvreté en République démocratique du Congo à 62,7 % de la population, soit une réduction de trois points de pourcentage par rapport aux prévisions de la trajectoire actuelle en 2030.

Le scénario Agriculture aura le plus grand impact sur la réduction de l'extrême pauvreté en République démocratique du Congo, suivi par les scénarios Industrie manufacturière et infrastructure d'ici 2030. Cependant le scénario de la ZLECAF, pourrait augmenter le taux de pauvreté d'environ 0,5 pourcentage point par rapport à la trajectoire actuelle prévue en 2030.

Les scénarios Industrie manufacturière, gouvernance et éducation (respectivement) auront le plus grand impact pour sortir les Congolais de l'extrême pauvreté d'ici 2043. Dans le scénario Industrie manufacturière, environ 12,3 millions (6,7 %) de Congolais seront sortis de l'extrême pauvreté par rapport à prévision sur la base de la trajectoire actuelle (scénario de base) en 2043.

Dans le scénario combiné Agenda2063, le taux de pauvreté en RD Congo serait de 6,6% en 2043 ( 11,2 millions de personnes), soit 36,9 millions de personnes de moins par rapport aux prévisions dans le scénario de base (trajectoire actuelle). Le scénario combiné montre qu'une politique concertée dans tous les secteurs de développement pourrait réduire considérablement la pauvreté dans le pays.

Graphique 22: PIB dans sa trajectoire actuelle et dans le scénario combiné Agenda 2063, 2019-2043

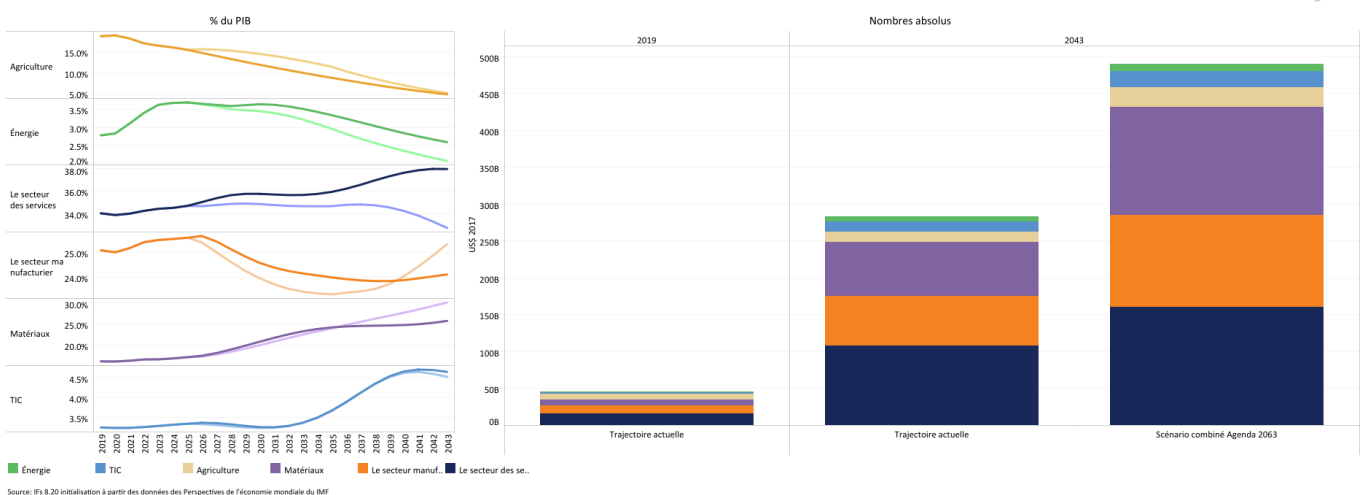


Le graphique 22 compare la taille de l'économie sur la trajectoire actuelle avec le scénario combiné Agenda 2063 au taux de change du marché.

Le scénario combiné Agenda 2063 a un impact considérable sur l'expansion de l'économie congolaise (PIB). Dans le scénario combiné, la taille de l'économie devrait atteindre 449,8 milliards de dollars américains, contre 259,8 milliards de dollars américains sur la base de la trajectoire actuelle en 2043, soit une augmentation de 73,1 % par rapport à la prévision de la trajectoire actuelle.

Le scénario combiné de l'Agenda 2063 montre le pouvoir transformateur d'une politique globale dans tous les secteurs de développement pour parvenir à une croissance durable en RD Congo.

Graphique 23: Valeur ajoutée par secteur sur la trajectoire actuelle et dans le scénario combiné Agenda 2063, 2019-2043



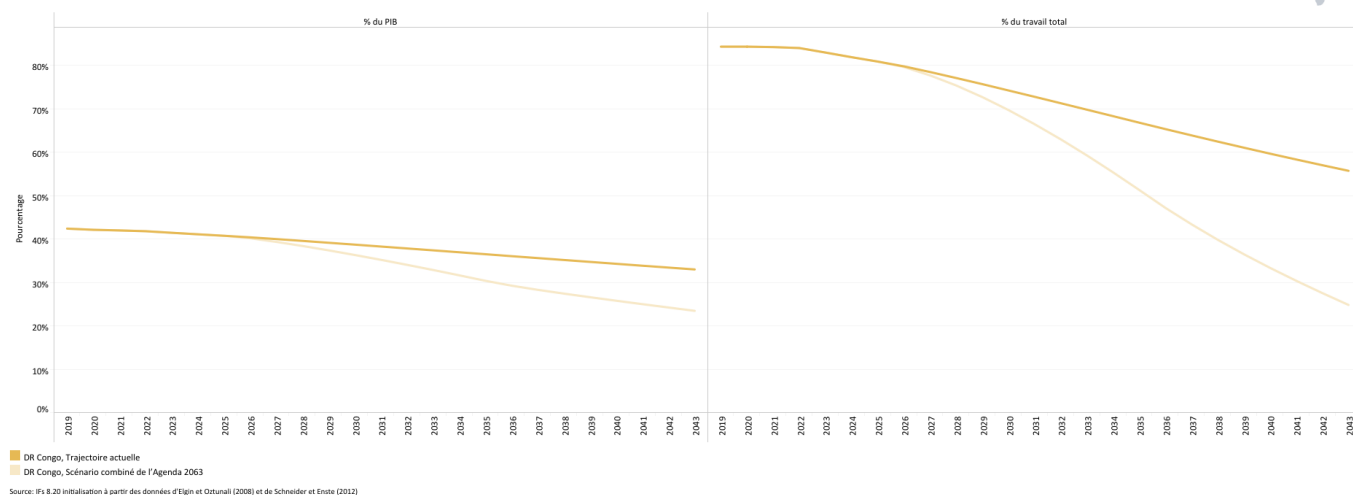
Le graphique 23 présente l'évolution de la structure de l'économie, en comparant la prévision de la trajectoire actuelle avec le scénario combiné Agenda 2063 de 2019 à 2043.

Dans le scénario combiné, le secteur manufacturier connaîtra une augmentation substantielle de sa contribution au PIB de la RD Congo par rapport aux prévisions de la trajectoire actuelle (7,5 points de pourcentage de plus en 2043). Cela se traduira par une augmentation du PIB de 53,7 milliards de dollars américains imputable uniquement au secteur

manufacturier en 2043, au-dessus des prévisions de la trajectoire actuelle.

Le secteur des services contribuera à hauteur de 48,8 milliards de dollars américains au PIB par rapport à aux prévisions dans le scénario de base (trajectoire actuelle) en 2043. Cependant, sa contribution en pourcentage du PIB diminue par rapport à la prévision de la trajectoire actuelle, 38 % en 2043 contre 32,8 % dans le scénario combiné dans la même année. Le secteur de l'énergie continuera à contribuer le moins en 2043. Le scénario combiné Agenda 2063 réduira la contribution du secteur énergétique au PIB de 2,6 % (4,9 milliards de dollars américains) sur la trajectoire actuelle à 2,1 % (environ 9,3 milliards de dollars américains) en 2043.

Graphique 24: Secteur informel en % du PIB sur la trajectoire actuelle et dans le scénario combiné Agenda 2063, 2019-2043

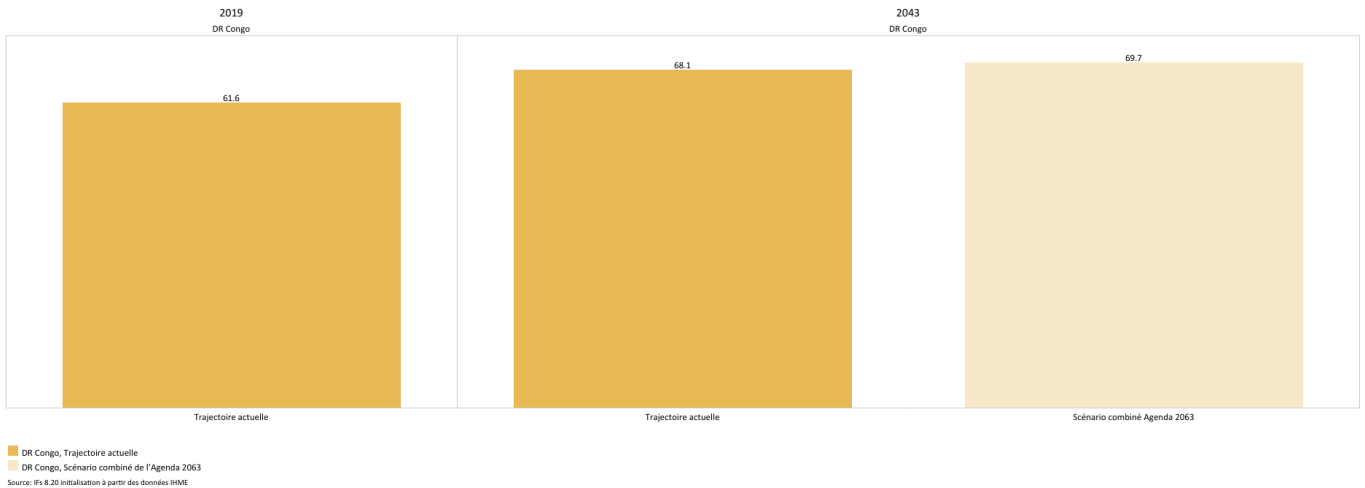


Le graphique 24 présente la taille du secteur informel en pourcentage du PIB et la taille de la main-d'œuvre dans le secteur informelle. Les données sur la contribution du secteur informel sont souvent estimées et doivent être traitées avec prudence.

Il existe plusieurs définitions de l'économie informelle, mais elle est généralement considérée comme un ensemble d'activités économiques qui ne sont pas soumises à la fiscalité ni à d'autres réglementations. Le taux d'informalité en République démocratique du Congo est l'un des plus élevés au monde. La taille du secteur informel de la RDC était estimée à 41,8 % du PIB en 2022—le plus grand parmi les pays africains à faible revenu et le troisième en Afrique après le Zimbabwe (54,5 %) et la Tanzanie (45,6 %).

Selon les prévisions de la trajectoire actuelle ou scénario de base, en 2043, la taille du secteur informel représenterait 33,5 % du PIB. Cependant, dans le scénario combiné 2063, la taille du secteur informel en pourcentage du PIB sera réduit à 23,4 % en 2043. Il s'agit d'une réduction de 9,5 points de pourcentage du PIB par rapport aux prévisions sur la trajectoire actuelle.

Graphique 25: Espérance de vie selon la trajectoire actuelle et dans le scénario combiné Agenda 2063, 2019-2043

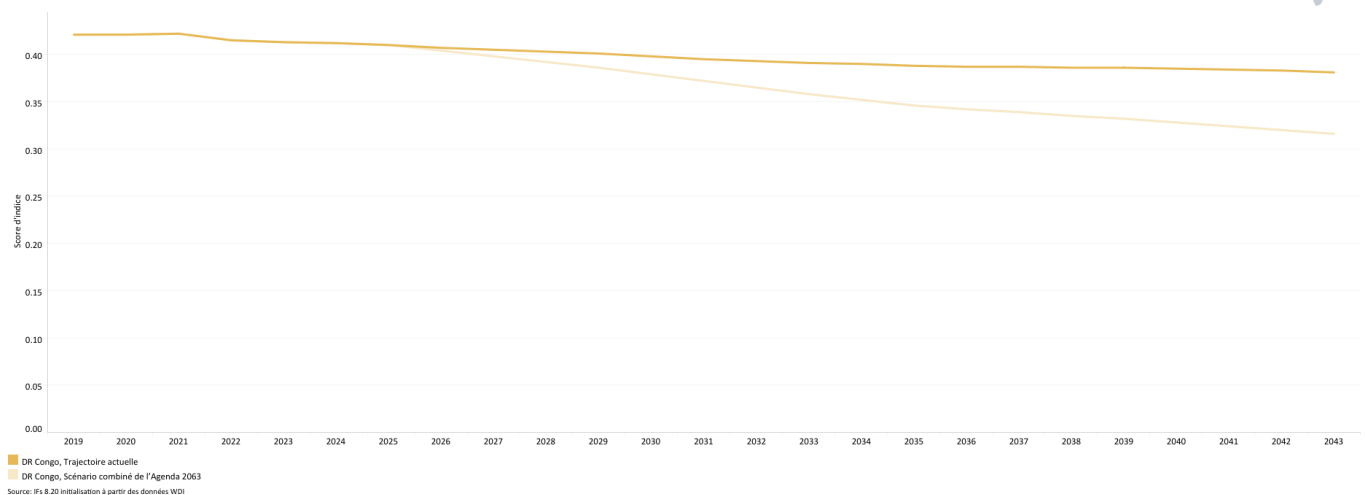


Le graphique 25 compare l'espérance de vie dans le scénario de base et le scénario combiné de Agenda 2063.

En 1960, la femme moyenne née en République démocratique du Congo pouvait espérer vivre 42,5 ans, tandis que l'homme moyen pouvait espérer vivre 39,6 ans. L'espérance de vie totale moyenne était de 41,1 ans. Depuis lors, l'espérance de vie en RD Congo s'est améliorée de 21,3 ans pour les femmes à 63,7 ans et de 21,7 ans pour les hommes à 61,3 ans, pour un total moyen de 62,5 ans en 2022.

En 2022, l'espérance de vie en RD Congo était estimée à 62,5 ans, soit plus d'un an de moins que la moyenne des pays africains à faible revenu. Sur la base de la trajectoire actuelle, l'espérance de vie en République démocratique du Congo pourrait atteindre 68,1 ans en 2043. Cependant, dans le scénario combiné Agenda 2063, elle devrait atteindre 69,7 ans.

Graphique 26: l'indice de Gini dans sa trajectoire actuelle et scénario combiné Agenda 2063, 2019-2043

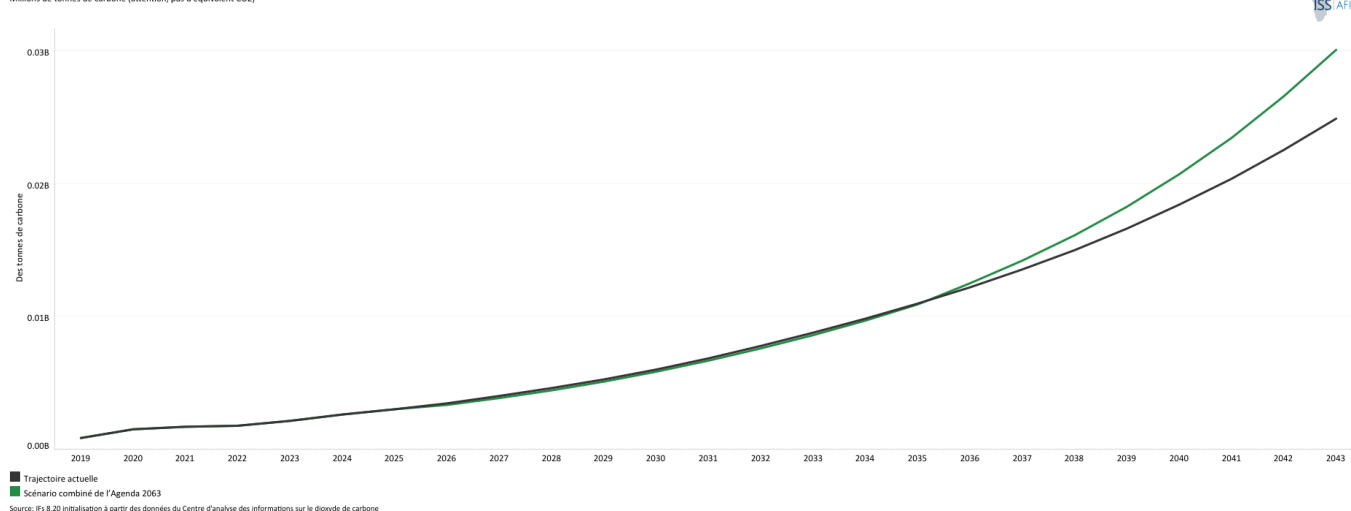


Le graphique 26 compare le coefficient de Gini dans le scénario de base avec le scénario combiné Agenda 2063.

Les inégalités en République démocratique du Congo, selon l'indice du coefficient de Gini, sont légèrement supérieures à la moyenne des pays africains à faible revenu et nettement supérieures à la moyenne de l'Afrique. Les guerres civiles et l'instabilité générale ont exacerbé les inégalités en République démocratique du Congo.

En 2022, la RD Congo avait un indice de Gini de 0,42. Sur la base de la trajectoire actuelle, les inégalités en RD Congo basées sur l'indice de Gini devraient diminuer à 0,41 en 2043. En comparaison, le scénario combiné réduirait le coefficient de Gini de la RD Congo de 17,2 % par rapport à son niveau actuel pour atteindre 0,32 en 2043.

Graphique 27: Émissions de carbone sur la trajectoire actuelle et dans le scénario combiné Agenda 2063, 2019-2043  
Millions de tonnes de carbone (attention, pas d'équivalent CO<sub>2</sub>)



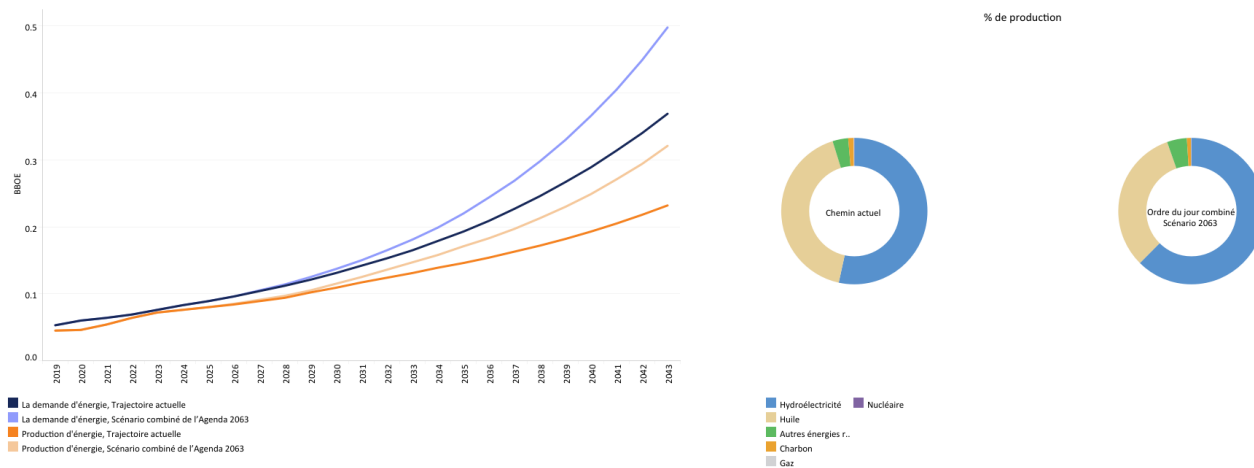
Le graphique 27 compare les émissions de carbone dans le scénario de base (la trajectoire actuelle) avec le scénario combiné de l'Agenda 2063.

Étant donné que le dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>), le monoxyde de carbone (CO) et le méthane (CH<sub>4</sub>) ont des poids moléculaires différents, le modèle IFS utilise du carbone. De nombreux autres sites et calculs utilisent l'équivalent CO<sub>2</sub>.

Le scénario combiné a un impact significatif sur les émissions de carbone, quoique à partir d'un niveau très faible, en raison de l'augmentation de l'activité économique qu'il entraîne. Dans ce scénario, les émissions de carbone de la RDC passeront d'environ 2 millions de tonnes en 2022 à 25 millions de tonnes en 2043. Il s'agit d'une augmentation de 950 % sur la période, contre 800 % dans le scénario de base sur la même période. En 2043, les émissions de carbone dans le scénario combiné Agenda 2063 seront d'environ 5 millions de tonnes plus que son niveau projeté sur la base de la trajectoire actuelle (scénario de base).

La concrétisation du scénario combiné Agenda 2063 stimulerait une forte croissance économique et réduirait considérablement la pauvreté en RD Congo, mais le coût en termes de dégradation environnementale est légèrement plus élevé. Pour atténuer l'impact environnemental du scénario combiné, sa mise en œuvre devrait s'accompagner de mesures concrètes pour accélérer la transition énergétique verte.

Graphique 28: Demande et production par type d'énergie selon les prévisions sur la base de la trajectoire actuelle et le scénario combiné Agenda 2063, 2019-2043



Source: IFS 8.20 Initialisation à partir des données du World Energy Outlook

Le graphique 28 compare la production d'énergie dans scenario de base avec le scénario combiné Agenda 2063 en six types, à savoir le pétrole, le gaz, le charbon, l'hydroélectricité, le nucléaire et d'autres énergies renouvelables. Les données sont converties en milliards de barils d'équivalent pétrole (BBOE) pour permettre des comparaisons entre différentes sources. Notez que la production d'énergie peut être destinée à un usage domestique ou à l'exportation.

La RD Congo dépend des hydrocarbures importés pour répondre à sa demande énergétique intérieure. En 2022, la production énergétique du pays s'élevait à environ 64 millions de barils d'équivalent pétrole, créant une demande non satisfaite d'environ five million de barils d'équivalent pétrole.

Sur la trajectoire actuelle, d'ici 2043, la production énergétique de la RDC devrait augmenter à 232 millions de barils d'équivalent pétrole et la demande non satisfaite augmentera à 137 millions de barils d'équivalent pétrole. Le scénario combiné 2063 augmentera la production à 321 millions de barils équivalent pétrole. Sur la trajectoire actuelle, la contribution des énergies renouvelables passera à 56,8 % contre 66,9 % dans le scénario combiné en 2043.

## RD Congo: Conclusion

Ce rapport a analysé les défis de développement actuels auxquels est confrontée la RD Congo et les stratégies visant à mettre le pays sur la voie d'une croissance inclusive et durable.

L'analyse a révélé que malgré quelques signes d'amélioration, la RDC reste confrontée à d'énormes défis de développement. Le pays n'a pas fait de progrès dans la diversification de son économie qui reste toujours à la merci de la volatilité des prix des matières premières sur les marchés mondiaux.

L'analyse de la trajectoire actuelle développement et les scénarios ont révélé que le manque d'industrialisation, la mauvaise gouvernance, le manque d'infrastructures, la faible productivité agricole, la diversification limitée des exportations et la faiblesse du stock et de la qualité du capital humain sont quelques-uns des principaux facteurs qui freinent les progrès de développement du pays. Il est crucial de s'attaquer à ces problèmes pour mettre le pays sur la voie d'une croissance durable et d'une prospérité partagée. Dans l'ensemble, les défis complexes du développement de la RD Congo nécessitent des actions décisives de la part du gouvernement. Le gouvernement de la RD Congo devrait se concentrer sur les politiques prioritaires décrites ci-dessous :

### *Productivité agricole et sécurité alimentaire*

- Stimuler la production et la productivité agricoles en investissant dans des technologies améliorant la productivité et en facilitant l'accès aux plants à haut rendement, résistants aux maladies et à la sécheresse, aux engrais et aux garanties de crédit pour les agriculteurs et en soutenant les activités de R&D visant à renforcer la résilience et la productivité agricole.
- Protéger la production et la commercialisation agricoles des événements météorologiques en investissant dans des infrastructures résilientes au climat. Par exemple, l'énergie solaire qui facilite l'irrigation et le contrôle de la température pour le stockage des aliments pourrait être adoptée.

### *Diversification économique et industrialisation*

- Promouvoir la valorisation en aval et entreprendre des réformes dans l'environnement des affaires visant à réduire les coûts et les risques des entreprises en améliorant la qualité de la réglementation des affaires. La simplification des procédures et formalités administratives permet aux entreprises, en particulier aux petites et moyennes entreprises (PME), de faire des affaires, de tester de nouvelles idées et de se développer plus facilement.
- Encourager les citoyens à développer un état d'esprit entrepreneurial pour déplacer la main-d'œuvre du vaste secteur informel vers l'économie formelle.

### *Les infrastructures*

- Remédier aux déficits d'infrastructures qui nuisent au développement du secteur privé dans le pays. Un approvisionnement fiable en électricité peut être assuré grâce à des solutions de mini-réseau en utilisant des énergies renouvelables.
- Améliorer le réseau de transport rural avec un accès routier rural fiable et praticable tous les temps pour faciliter la commercialisation agricole.

### *Education*

- Investir dans le capital humain et le développement des compétences. La disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée à un coût raisonnable et en abondance devrait être l'un des principaux moteurs de l'attraction des IDE et de l'industrialisation de la RD Congo.
- Les programmes d'enseignement doivent être révisés en collaboration avec le secteur privé et les industriels pour les adapter aux besoins du marché du travail.
- Les enseignants non formés des écoles primaires et secondaires devraient être correctement formés ou retirés du système éducatif. Une attention particulière devrait être accordée aux formations techniques et professionnelles afin de combler le déficit de compétences dans l'économie.

### *Santé et démographie*

- Poursuivre le déploiement de contraceptifs modernes en se concentrant sur les groupes de population mal desservis, plus jeunes et plus ruraux, où les campagnes de sensibilisation et l'adoption de la contraception restent faibles.

En mettant en œuvre ces stratégies, la RD Congo pourrait exploiter ses vastes ressources pour forger un avenir prospère

pour ses citoyens. Cependant, alors que le pays continue de mettre en œuvre ces politiques, il sera crucial de maintenir une approche équilibrée qui favorise la croissance économique tout en garantissant la durabilité environnementale et une répartition équitable des richesses.

Graphique 29: Résume les résultats de l'analyse et les recommandations

## **Recommandations :**

- Promouvoir la bonne gouvernance et accroître la capacité à mobiliser des recettes
- Investir dans l'agriculture pour stimuler la productivité et la commercialisation
- Concentrer les investissements sur l'enseignement et la formation professionnels
- Augmenter les infrastructures de transport rural
- Améliorez la connectivité grâce à des investissements dans l'infrastructure LTE
- Améliorer la mobilisation des recettes intérieures pour soutenir l'investissement public
- Attirer les IDE dans le secteur manufacturier pour promouvoir les liens internationaux-locaux
- Réduire les barrières à l'entrée dans l'économie formelle



## Endnotes

1. World Bank, Democratic Republic of Congo, Systematic Country Diagnostic, Report No. 112733-ZR, 2018.
2. World Bank, Democratic Republic of Congo, Systematic Country Diagnostic, Report No. 112733-ZR, 2018.
3. DP Zongwe, Decentralization in the Democratic Republic of the Congo, *Autonomy Arrangements in the World*, March 2019, 9, DOI: 10.13140/RG.2.2.20028.08321
4. DR Congo, Agence nationale pour la promotion des investissements, 2020.
5. B Akitoby and M Cinyabuguma, Sources of Growth in the Democratic Republic of the Congo: A Cointegration Approach, IMF Working Paper WP/04/114, July 2004, 5-7.
6. G Prunier, *Africa's World War: Congo, the Rwandan Genocide, and the Making of a Continental Catastrophe*, Oxford: Oxford University Press, 2009.
7. World Bank, Democratic Republic of Congo, Systematic Country Diagnostic, Report No. 112733-ZR, 2018

## Donors and sponsors



### Reuse our work

- All visualizations, data, and text produced by African Futures are completely open access under the [Creative Commons BY license](#). You have the permission to use, distribute, and reproduce these in any medium, provided the source and authors are credited.
- The data produced by third parties and made available by African Futures is subject to the license terms from the original third-party authors. We will always indicate the original source of the data in our documentation, so you should always check the license of any such third-party data before use and redistribution.
- All of our charts [can be embedded](#) in any site.

### Cite this research

Blessing Chipanda and Kouassi Yeboua (2024) RD Congo. Published online at [futures.issafrica.org](https://futures.issafrica.org). Retrieved from <https://futures.issafrica.org/special-reports/country/drc-french/> [Online Resource] Updated 16 May 2024.

## About the authors

Dr **Blessing Chipanda** joined the African Futures and Innovation (AFI) programme in January 2023. Before joining the ISS he worked as an assistant lecturer/ research assistant at the University of Pretoria, Department of Economics. He is particularly interested in tasks within the wider realm of international trade, development economics, public policy, monetary policy, and econometric modelling. Equally interested in economic and socio-economic activities that impact social welfare. Blessing has a PhD in economics from the University of Pretoria, South Africa.

Dr **Kouassi Yeboua** is a senior researcher in African Futures and Innovation programme in Pretoria. He recently served as lead author on ISS studies on the long-term development prospects of the DR Congo, the Horn of Africa, Nigeria and Malawi. Kouassi has published on various issues relating to foreign direct investment in Africa and is interested in development economics, macroeconomics, international economics, and economic modelling. He has a PhD in Economics.

## About African Futures & Innovation

Scenarios and forecasting can help Africa identify and respond to opportunities and threats. The work of the African Futures & Innovation (AFI) program at the Institute for Security Studies aims to understand and address a widening gap between indices of wellbeing in Africa and elsewhere in the world. The AFI helps stakeholders understand likely future developments. Research findings and their policy implications are widely disseminated, often in collaboration with in-country partners. Forecasting tools inspire debate and provide insights into possible trajectories that inform planning, prioritisation and effective resource allocation. Africa's future depends on today's choices and actions by governments and their non-governmental and international partners. The AFI provides empirical data that informs short- and medium-term decisions with long-term implications. The AFI enhances Africa's capacity to prepare for and respond to future challenges. The program is headed by Dr Jakkie Cilliers.